

La France dans la Seconde Guerre mondiale

Durée : 55 min

Barème : / 20 points

Barème : 1 point par question, soit 4 points par exercice

Unités : réponse sans unité = 0,5 point retiré

1 Analyse de document : Pétain annonce la collaboration

/ 4 pts

- a. Discours officiel radiodiffusé de Pétain, chef de l'État français, le 30 octobre 1940 ; il évoque la rencontre avec Hitler à Montoire, le jeudi 24 octobre 1940.
- b. « C'est librement que je me suis rendu », « aucun diktat, aucune pression » : il veut montrer que Vichy reste souverain et que la collaboration n'est pas une capitulation, pour rassurer une opinion inquiète.
- c. Un traité de paix moins dur, le retour des 1,8 million de prisonniers, l'allègement des frais d'occupation et une place pour la France dans l'Europe allemande.
- d. Le culte du chef et l'autoritarisme de la Révolution nationale (obéissance personnelle au maréchal). Dès le 18 juin 1940, de Gaulle avait appelé à refuser l'armistice et à continuer le combat aux côtés des Alliés.

Le point clé — Un discours officiel dit ce que le régime veut faire croire : identifier l'intention de l'auteur est la première étape de l'analyse.

2 Lecture d'un tableau : les déportations de Juifs de France

/ 4 pts

- a. $42\ 000 + 17\ 000 + 16\ 000 = 75\ 000$ déportés, soit $75\ 000 \div 320\ 000 \approx 23\ \%$, près d'un quart.
- b. 1942 : la police de Vichy arrête massivement (accords Bousquet-Oberg, rafle du Vél d'Hiv les 16-17 juillet, rafles en zone sud en août) ; l'État français fournit les moyens de la « solution finale ».
- c. L'opinion et une partie du clergé protestent (Mgr Saliège, août 1942) ; la police française coopère moins ; les Juifs se cachent, aidés par des réseaux et des Justes ; la dispersion et les faux papiers compliquent les rafles.
- d. Vers Auschwitz-Birkenau, via Drancy ; la plupart sont gazés à l'arrivée. Moins de 3 000 survivants, soit environ 3-4 %.

Attention — Un tableau chronologique se lit avec le contexte : le même chiffre n'a pas le même sens selon qui arrête, et qui protège.

3 Développement construit : résister et libérer

/ 4 pts

- a. Armistice du 22 juin 1940, France coupée en deux, Vichy collaborateur ; plan : France libre / Résistance intérieure / Libération.
- b. Appel du 18 juin 1940, de Gaulle à Londres, FFL (Koufra 1941, Bir Hakeim juin 1942), ralliement de l'Empire, CFLN à Alger (1943), GPRF (juin 1944).
- c. Tracts, journaux clandestins, renseignement, sabotages, maquis grossis par les réfractaires au STO ; mouvements et réseaux, communistes après juin 1941 ; Jean Moulin fonde le CNR le 27 mai 1943.
- d. FFI : sabotages et combats en 1944 (Vercors, insurrection de Paris) ; 2^e DB de Leclerc le 25 août ; politiquement, le CNR et de Gaulle imposent le GPRF et le programme du CNR. Conclusion : minoritaire, la Résistance a rendu à la France sa liberté et sa légitimité.

Méthode — Résistance extérieure et intérieure sont deux paragraphes distincts : les confondre fait perdre la moitié des exemples.

4 Repères et notions

/ 4 pts

- a. Appel du 18 juin (1940) → rafle du Vél d'Hiv (16-17 juillet 1942) → invasion de la zone libre (11 novembre 1942) → débarquement de Provence (15 août 1944).
- b. Laval : Vichy, chef du gouvernement, artisan de la collaboration ; Leclerc : France libre, chef de la 2^e DB qui libère Paris ; Darnand : Vichy, fondateur de la Milice.
- c. Zone occupée : nord et ouest, sous administration militaire allemande ; zone libre : sud, gouvernée par Vichy jusqu'en novembre 1942. Mouvement : propagande et action (journaux, sabotages) ; réseau : renseignement et évasions pour Londres.
- d. Pétain n'est pas élu mais reçoit les pleins pouvoirs des parlementaires (569 voix) ; il devient « chef de l'État français », la République est abolie.

Erreur fréquente — Vichy n'est pas une république autoritaire : c'est un régime qui a supprimé la République, par un vote du Parlement.

5 Vrai ou faux ? Justifiez chaque réponse

/ 4 pts

- a. Faux : Vichy l'adopte de sa propre initiative, dans les deux zones, avant toute demande allemande.
- b. Faux : les résistants actifs représentent 2 à 3 % des Français ; la majorité est attentiste, même si l'opinion se détache de Vichy.
- c. Vrai : vote des femmes (1944), Sécurité sociale et nationalisations (1945) sont mis en œuvre par le GPRF.
- d. Faux : il a refusé de la proclamer, affirmant qu'elle « n'a jamais cessé d'exister » : Vichy est déclaré nul.

Astuce — Les affirmations qui rendent Vichy « forcé » ou les Français « tous résistants » sont des simplifications que l'histoire a corrigées.